

Principales tendances



Toutes les prévisions indiquent des perspectives plutôt sombres pour le pays. La population est confrontée à une série de menaces, dont l'avancée du désert, la déforestation, un accroissement de la pauvreté et le sous-emploi. Aucune mesure n'est prise pour redresser la situation. Le pays n'a pas instauré de politique de développement durable. Les instances gouvernementales ne coordonnent pas leurs politiques. Il n'est pas difficile de voir que le pire est encore à venir.

Groupes d'action pour la paix et l'éducation pour le changement (GAPAFOT)

Pastor Clotaire Rodonne Siribi

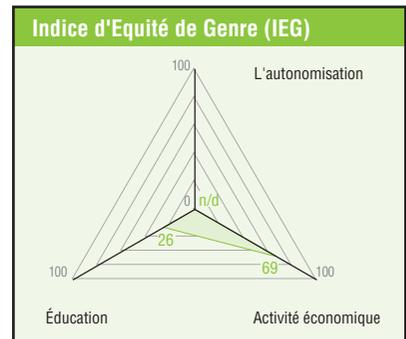
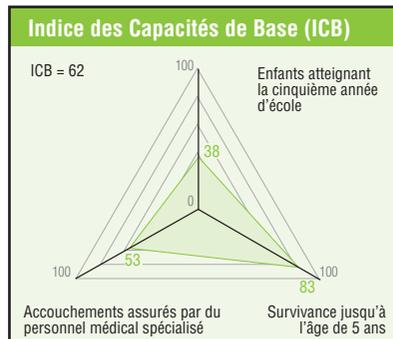
L'économie de la République centrafricaine dépend principalement du secteur agricole, qui emploie environ 68 % de la population active et qui a généré en 2005-06, 54 % du produit intérieur brut (PIB).¹ Le pays compte environ 15 millions d'hectares de terres arables, mais moins de deux millions d'hectares -3,2 % de cette surface totale – sont effectivement cultivés.² Ses 16 millions d'hectares de prairies sont aussi sous-exploités, avec seulement 2,9 millions de têtes de bétail alors que le potentiel s'élève à cinq millions.³ Certains produits agricoles sont exportés (coton, café et tabac), mais la majeure partie de la production est destinée à une agriculture de subsistance.

Les méthodes de culture traditionnelles utilisent couramment la technique du brûlis, contribuant ainsi à l'érosion des sols et à la déforestation.⁴ Le système le plus répandu est la polyculture semi-itinérante, une méthode qui implique la rotation des cultures de coton, de manioc et de céréales dans la savane ; de café et de manioc dans les forêts et de céréales dans la région du Sahel. Bien que les conditions agro-écologiques soient favorables, les rendements agricoles sont extrêmement faibles.

Le bois : principal combustible

Une analyse du processus d'urbanisation et de la situation dans les grandes villes révèle plusieurs problèmes sérieux concernant l'exploitation actuelle des ressources environnementales et humaines du pays. La dépendance envers le bois, qui représente 90 % du combustible utilisé pour la cuisson des aliments, est à l'origine de la déforestation.

L'urbanisation et la concentration de population à l'intérieur et autour des villes ont entraîné des pro-



blèmes environnementaux tels que la construction anarchique de logements sur d'anciennes terres agricoles, la concentration de polluants, la dégradation des sols, l'altération du système hydrogéologique, l'expansion de la savane et la pré-désertification. Dans 91,7 % des ménages de la capitale, Bangui, le bois est le principal combustible pour le chauffage et il est utilisé dans presque tous les foyers pauvres (96 %) tandis que les plus riches utilisent un

mélange de bois (84,5 %), de charbon (10,5 %) et de gaz (2,5 %). Seulement à Bangui, entre 750 et 1400 tonnes de bois sont consommées chaque jour, ce qui correspond à 280 000 à 500 000 tonnes par an.

Problèmes environnementaux

Les problèmes environnementaux les plus pressants pour le pays sont la pollution de l'eau, la désertification et la perte de la biodiversité. Les sécheresses

TABLEAU 1

Liens entre la consommation d'énergie et la pauvreté

Catégorie socio-économique						
Énergie pour la cuisson	Plus pauvres	Pauvres	Moyen	Riche	Très riche	Total
Bois	96.4	94.0	93.0	90.8	84.5	91.7
Charbon	2.7	4.1	4.5	5.9	10.5	5.5
Pétrole	0.5	1.4	1.7	2.2	1.3	1.4
Gaz	0.1	0.2	0.3	0.5	2.5	0.7
Électricité	0	0.0	0.0	0.2	0.8	0.2
Autres	0.3	0.3	0.5	0.5	0.3	0.4
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Catégorie socio-économique						
Mode d'éclairage	Plus pauvres	Pauvres	Moyen	Riche	Très riche	Total
Pétrole	97	89.9	76.2	53.3	14.7	65.5
Gaz	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Électricité	2.0	9.3	23.0	45.9	84.5	33.7
Bois	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	0.3
Autres	0.5	0.3	0.3	0.2	0.1	0.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : RCA-MÉPCI 2005b

1 World Bank, *Agriculture*, <datos.bancomundial.org/indicador/NV.AGR.TOTL.ZS>.

2 ITeM World Guide, *Central African Republic: Indicators*, <www.guaidelmundo.org.uy/cd/countries/caf/Indicators.html>.

3 J.J. Ndewana, *General Panorama of the CAR*, <www.mijarc.org/uploads/media/MIJARCNoticias2-06.pdf>.

4 Mongabay.com, *Central African Republic*, <rainforests.mongabay.com/20car.htm>.

sont maintenant fréquentes dans le nord, le nord-est et les régions orientales, des régions qui dans le passé étaient connues pour leur production agricole. Il est de plus en plus évident que les réserves d'eau souterraines sont épuisées, entraînant une forte réduction de la productivité.⁵ Pire encore, la République centrafricaine se trouve avec le Zaïre et le Nigeria parmi les pays africains ayant les sols les plus sévèrement érodés.⁶ Les ravages de la jungle et des forêts causés par les agriculteurs et les coupeurs du bois destiné à être utilisé comme combustible, conduit directement à la désertification et la déforestation. Le pays a désormais perdu près de 29 600 hectares de forêt tropicale.

La biodiversité est devenue un autre problème critique. La population d'éléphants, par exemple, a longtemps été menacée. Au milieu des années 90, on a estimé qu'au cours des 30 années précédentes, 90 % des éléphants du pays avaient été exterminés, et que 85 % des massacres avaient eu lieu après 1985. La chasse à l'éléphant est maintenant interdite, mais les braconniers les tuent toujours illégalement, de même que les rhinocéros noirs et blancs.

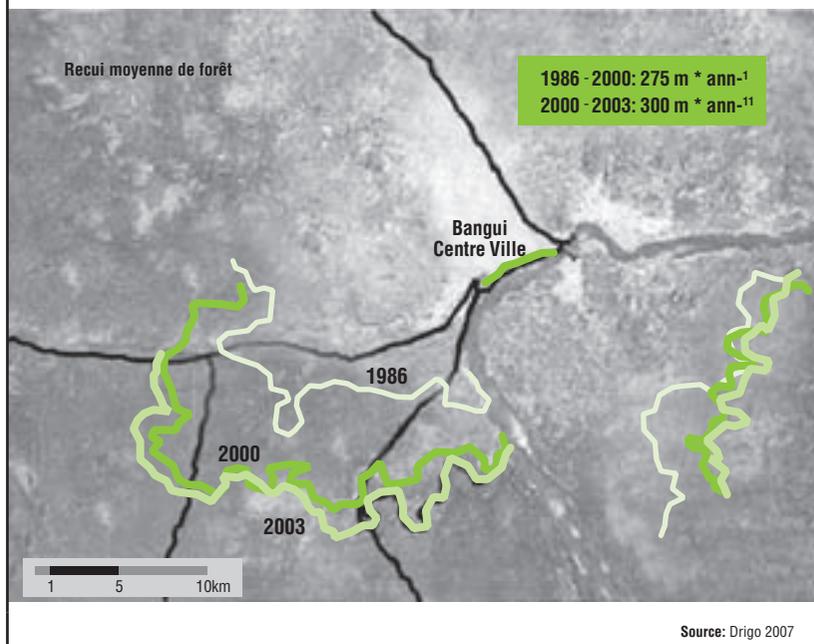
Urbanisation et pauvreté

Le mythe selon lequel aller vivre en ville procure un revenu supérieur et une plus grande sécurité ne s'est répandu en République centrafricaine que récemment. Le taux d'urbanisation annuel prévu pour la période 2010-15 est de 2,5 % et ces nouveaux citoyens sont majoritairement très pauvres⁷. Les analystes attribuent cette évolution de la population à une variété de facteurs, parmi lesquels un taux de natalité élevé, l'exil rural croissant et un afflux de réfugiés causé par les conflits armés et l'instabilité non seulement en République centrafricaine même, mais aussi dans les pays voisins (Congo, Soudan et Tchad). Cependant les conditions de vie en ville sont loin d'être bonnes et dans certains quartiers de Bangui, par exemple, les habitants n'ont l'électricité que quatre jours par semaine et l'accès à l'eau potable est extrêmement limité.⁸

Selon le recensement général de 2003 de la population et du logement, 2,6 millions de per-

FIGURE 1

Impact de la croissance de la ville de Bangui pendant les 20 dernières années sur la forêt au sud-ouest de la ville et sur la région frontalière avec la RDC



sonnes, 62,7 % de la population, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté global est de 60 % dans les villes et de 72 % dans les zones rurales.⁹

Étant donné que la croissance de la population de Bangui est due à la migration des zones rurales, la structure du paysage urbain et l'utilisation de l'espace sont des questions clé pour le futur développement de la ville. Par ailleurs, le travail mal rémunéré et les moyens de subsistance précaires, comme la collecte du bois de chauffage, aggravent la pauvreté urbaine.

Le taux de chômage est évalué à seulement 2 %, mais dans 64 % des cas, les nouvelles possibilités d'emploi sont des activités très mal rémunérées, telles que l'agriculture à petite échelle, et font souvent partie du secteur informel; seuls 10 % des emplois appartiennent au secteur formel.¹⁰ La pauvreté urbaine est particulièrement sévère pour les personnes travaillant dans les domaines de l'agriculture et de la pêche

Le pire reste encore à venir

L'État n'offre pas de solutions et ne semble avoir aucune volonté d'agir. Il ne met en place aucune planification à long terme, ni de politique de développement et n'a pris aucune mesure pour s'attaquer aux problèmes les plus urgents ; les ministères, qu'ils soient de l'Agriculture ou de l'Environnement, interviennent à titre individuel sans aucune sorte de coordination.

Si les tendances actuelles persistent, les forêts continueront à diminuer, de plus en plus de terres se transformeront en savane favorisant l'érosion du sol, privant peu à peu de leur principale source de revenus les gens qui cultivent des lopins de terres ou qui coupent du bois, et les risques d'inondation ne feront que croître. Les conflits liés au choix d'utilisation des parcelles de terre urbaines et semi urbaines (construction ou production agricole) ne feront qu'augmenter.

À long terme on peut s'attendre à une augmentation des prix des produits agricoles et du bois, et à une pauvreté accrue dans les villes et leur périphérie. Plus inquiétant encore, les modèles climatiques prévoient que les températures moyennes augmenteront et que les sécheresses seront plus fréquentes. Cela conduira à une augmentation marquée de la désertification et entraînera d'autres catastrophes en chaîne qui dégraderont progressivement le pays. ■

5 "Central African Republic – Environment", in *Nations Encyclopaedia*. Disponible sur : <www.nationsencyclopedia.com/Africa/Central-African-Republic-ENVIRONMENT.html>.

6 FAO, *Land and environmental degradation and desertification in Africa*, <www.fao.org/docrep/X5318E/x5318e02.htm>.

7 <en.worldstat.info/Africa/List_of_countries_by_Rate_of_urbanization>; Indexmundi, *Central African Republic Urbanization*, <www.indexmundi.com/central_african_republic/urbanization.html>.

8 Social Watch, "Central African Republic. The Reduction of Poverty: a very distant objective," in *People First, Social Watch Report 2009*, (Montevideo: 2009), p. 146.

9 Social Watch, "Many obstacles and slow progress," in *After the Fall, Social Watch Report 2010*, (Montevideo: 2010), p.154.

10 Ibid.